

PRÉFACE

Le déclin du capitalisme promet d'être encore plus agité, plus dramatique et plus sanglant que son ascension. Le capitalisme allemand n'en représentera toutefois aucune exception. Si son agonie se prolonge même de trop, c'est que la faute en retombe — on doit dire la vérité — aux partis du prolétariat.

Le capitalisme allemand apparut avec retard et se vit dénué des privilèges de droit d'aînesse. Le développement de la Russie plaçait celle-ci environ au milieu entre l'Angleterre et les Indes ; l'Allemagne aurait dû prendre dans ce schéma la place entre l'Angleterre et la Russie, cependant sans les puissantes colonies d'outre-mer de la Grande-Bretagne et sans les colonies intérieures de la Russie tsariste. L'Allemagne, serrée au cœur de l'Europe, se trouva — à une époque où le monde entier était déjà réparti — devant la nécessité de conquérir des marchés étrangers et de repartager des colonies déjà réparties.

Il ne fut pas donné au capitalisme allemand de pouvoir nager avec le courant, de s'abandonner au libre jeu des forces : de ce luxe, seule l'Angleterre pouvait se charger, et encore seulement pendant une période historique limitée dont la fin s'accomplit récemment devant nos yeux. Le capitalisme allemand ne pouvait non plus se permettre le « sentiment de la mesure » du capitalisme français affermi dans ses bornes et possédant en outre en réserve un riche domaine colonial.

La bourgeoisie allemande profondément opportuniste dans le domaine de la politique intérieure devait être téméraire dans le domaine de l'économie et de la politique mondiale, courir de l'avant, élargir démesurément la production, pour rejoindre les vieilles nations, faire résonner le sabre, s'engager dans la guerre. La rationalisation poussée à l'extrême de l'industrie allemande d'après-guerre résulte de la nécessité de surmonter les conditions défavorables du retard historique, de la situation géographique et de la défaite de la guerre.

Comme les maux économiques de notre époque sont finalement un résultat de l'incompatibilité des forces productives de l'humanité avec la propriété privée comme aussi avec les limites nationales, le capitalisme allemand subit les plus grandes convulsions précisément parce qu'il est le capitalisme le plus moderne, le plus progressif, le plus dynamique sur le continent européen.

Les médecins du capitalisme allemand se partagent en trois écoles : le libéralisme, l'économie planifiée et l'autarchie.

Le libéralisme veut rétablir les lois « naturelles » du marché. Cependant, le sort politique lamentable du libéralisme reflète seulement le fait que le capitalisme allemand ne se fonda jamais sur le manchesterianisme : par le protectionnisme, il marcha aux trusts et aux monopoles. On ne peut ramener l'économie allemande à un passé libéral « sain » qui ne lui fut jamais donné.

Le « national-socialisme » promet de réviser à sa manière l'ouvrage de Versailles, c'est-à-dire de poursuivre en fait l'offensive du capitalisme des Hohenzollern. En même temps, il veut mener l'Allemagne à l'autarchie, c'est-à-dire sur le chemin du provincialisme et de l'autolimitation. Le rugissement du lion cache ici la psychologie du chien échaudé. Vouloir adapter le capitalisme allemand à ses limites nationales est sensiblement identique à vouloir guérir un homme en lui coupant le bras droit, la jambe gauche et une partie du crâne.

Guérir le capitalisme au moyen de l'économie planifiée signifierait écarter la concurrence. Dans ce cas, on devrait commencer par l'abolition de la propriété des moyens de production. Les réformateurs du bureau et de la chaire n'osent pas y songer un instant. L'économie allemande est moins que tout purement allemande ; elle est une partie constitutive intégrale de l'économie mondiale. Un plan allemand est seulement imaginable dans la perspective d'un plan économique international. Une planification verrouillée nationalement signifierait renoncer à l'économie mondiale, c'est-à-dire tenter un recul au système de l'autarchie.

Les trois écoles se combattant ressemblent en réalité entre elles en ce qu'elles sont incluses dans le cercle vicieux de l'utopisme réactionnaire. Ce n'est pas le capitalisme allemand qu'il faut sauver, mais l'Allemagne, de son capitalisme.

Dans les années de crise, les bourgeois allemands, au moins leurs théoriciens, se sont adonnés à des paroles de pénitence ; ils avaient mené une politique bien trop risquée, emprunté trop facilement des crédits étrangers, développé démesurément l'équipement industriel, etc. A l'avenir, on devrait être plus prudent. En réalité, les sommets de la bourgeoisie allemande pèchent aujourd'hui plus qu'alors — ainsi